



Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC d'Aix - Bastia
Numéro d'inscription : 4100091386
SARL au capital social de 1 000 euros
SIRET : 900 310 988 00010 RCS de Nice
7, rue d'Autun – Bureau LPF - 06 000 NICE
Tél : 06 59 42 05 86 – sophie.cipri@ciso-strategie.com

ASSOCIATION DES BIBLIOTHÉCAIRES DE FRANCE

31 rue de Chabrol
75010 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2023

À l'Assemblée Générale de l'Association des Bibliothécaires de France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 9 octobre 2023, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ABF relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Formation » de l'annexe qui précise que l'ABF dispense des formations sur la période scolaire, du 01/09/N au 30/06/N+1. Le chiffre d'affaires de prestations de formations comptabilisé correspond à la somme de 60% des montants facturés sur l'exercice N-1 ou N correspondant à la formation 2022/2023 et de 40% des formations facturées ou en cours de facturation correspondant à la formation 2023/2024. L'impact dans les comptes de l'exercice se traduit par le constatation de factures à établir de l'exercice de 38 976 € et de produits constatés d'avance à hauteur de 19 280 €.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-1801 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la suffisance du contrôle interne mis en place et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- la valorisation des prestations de formation en cours correspondant aux prestations réalisées et non encore terminées comme décrit dans le paragraphe « Formation » de l'annexe ;
- la conformité de la présentation des comptes annuels aux référentiels adaptés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau national.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation

s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

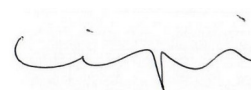
Fait à Nice, le 23/05/2024

Le Commissaire aux comptes

SARL CISO
7, Rue d'Autun - Bureau LPF
06000 NICE - Tél. 06.59.42.05.86
R.C.S. Nice 900 310 988
Inscrite à la Compagnie Régionale des
Commissaires aux Comptes d'Aix-Bastia
sous le numéro: 410 0091386

CISO, représenté par

Sophie CIPRI



COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

ETATS FINANCIERS



Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	2 337	2 337		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	27 047	22 611	4 436	555
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	50 000		50 000	50 000
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	16 060		16 060	16 060
TOTAL I	95 444	24 948	70 496	66 616
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	155 078		155 078	228 458
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	28 945		28 945	7 609
Valeurs mobilières de placement	10 155		10 155	10 775
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	624 905		624 905	535 840
Charges constatées d'avance	519		519	1 311
TOTAL III	819 603		819 603	783 993
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	915 047	24 948	890 099	850 608



Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	495 687	495 687
Autres réserves		
Report à nouveau	150 659	-59 006
Excédent ou déficit de l'exercice	45 583	209 665
Situation nette	691 929	646 346
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
TOTAL I	691 929	646 346
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	5 000	5 000
TOTAL III	5 000	5 000
Provisions		
Provisions pour risques	30 000	30 000
Provisions pour charges	42 133	30 330
TOTAL IV	72 133	60 330
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	298	298
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 296	12 119
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	82 524	73 798
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	6 638	27 188
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	19 280	25 530
TOTAL V	121 037	138 933
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	890 099	850 608



Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	137 220	134 940
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	361 588	353 701
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	105 950	104 950
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	20 000	20 000
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		6 084
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	150	120
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2 252	1 336
TOTAL I	627 160	621 131
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	258 848	205 012
Aides financières	3 000	
Impôts, taxes et versements assimilés	5 720	3 847
Salaires et traitements	258 855	174 738
Charges sociales	98 046	60 737
Dotations aux amortissements et dépréciations	796	371
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1 989	1 995
TOTAL II	627 254	446 701
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-94	174 431
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 075	1 362
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	3 075	1 362
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	3 075	1 362
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	2 982	175 792

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	59 612	33 312
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 199	2 125
TOTAL V	60 811	35 437
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	6 326	1 524
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	11 803	
TOTAL VI	18 129	1 524
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	42 682	33 913
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	80	40
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	691 047	657 930
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	645 463	448 265
EXCÉDENT OU DÉFICIT	45 583	209 665

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature	159 169	129 185
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	159 169	129 185
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	159 169	129 185
TOTAL	159 169	129 185



COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

ANNEXE



Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 890 099 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 45 583 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ainsi que de l'arrêté du 02/08/1995 applicable aux organismes de formation.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

But de l'association

L'association intitulée Association des Bibliothécaires de France, fondée le 22 avril 1906 et reconnue d'utilité publique sous le nom d'Association des Bibliothécaires Français par décret du 12 avril 1969, a pour but, en dehors de toute orientation politique, philosophique, confessionnelle ou syndicale, de :

- faire vivre et animer la communauté professionnelle des bibliothécaires, quels que soient le type d'établissement ou les fonctions occupées ;
- placer les bibliothèques au cœur de la société, en leur donnant un rôle essentiel dans l'accès à tous à l'information, à l'éducation, à la culture et aux loisirs, et dans la promotion de la lecture ;
- réfléchir et prendre position sur toutes les questions d'ordre scientifique, technique et administratif concernant les bibliothèques et leur personnel ;
- proposer aux autorités concernées un projet de promotion et de développement des bibliothèques de toute nature ;
- affirmer la nécessité de doter les bibliothèques des moyens humains, techniques et financiers indispensables à leurs missions ;
- représenter les bibliothèques françaises auprès des institutions et organismes français, étrangers et internationaux et favoriser les échanges avec les collègues des autres pays ;
- établir un code de déontologie et veiller à son application, en accord avec les principes énoncés par l'UNESCO et l'IFLA ;
- favoriser par tout moyen et toute forme tant au niveau national qu'au niveau local (coordination, affiliation, inter-association...) les rapprochements avec les associations aux vocations et buts voisins.

Faits caractéristiques

L'abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune consentie par l'ABF à l'ABIS a été intégralement repris au cours de l'exercice 2023 suite au paiement par l'ABIS de la dette qu'elle avait vis-à-vis de l'ABF.

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Au cours de l'exercice 2024, une opération de dissolution confusion de la SARL ABIS au profit de l'association ABF va s'opérer.

Cette opération entraînera la création d'un secteur d'activité lucratif au sein de l'association ABF.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Agencements et aménagements | 4 à 10 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 ans, |
| • Mobilier | 10 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques et charges constituée à la clôture de l'exercice 2020 à hauteur de 30 000 euros pour litige prud'homal en cours figure toujours dans les comptes 2023 car le jugement n'a toujours pas été rendu.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 0,25%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 42 133 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 5 000 euros.

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 13 817 heures. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 11,52 €/heure correspond à un montant de 159 168,96 euros.

Formation

L'ABF dispense des formations d'auxiliaires en bibliothèques sur l'année scolaire, c'est à dire du 01/09/N au 30/06/N+1. De ce fait, le chiffre d'affaires de l'activité de formation est comptabilisé à hauteur de 40% sur l'exercice N et 60% sur l'exercice N+1.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Ressources de l'organisme de formation

Origine des fonds	Montant	
	€	%
I – Ressources provenant des entreprises et administration pour leurs salariés et des particuliers		
Entreprises	3 900,00€	1,84 %
Etat, collectivités locales, établissements publics	87 918,75€	41,52 %
Entreprises : Via Fongecif, OMA FAF	1 799,51€	0,85 %
Particuliers	36 570,00€	17,27 %
Sous total I :	130 188,26€	61,48 %
II – Ressources provenant des pouvoirs publics		
Instances européennes		0,00 %
Etat	46 926,68€	22,16 %
Régions	1 659,00€	0,78 %
Autres collectivités territoriales	900,00€	0,42 %
Sous total II :	49 485,68€	23,37 %
III – Autres		
Autres organismes de formation		0,00 %
Autres ressources	32 100,00€	15,16 %
Sous total III :	32 100,00€	15,16 %
Total des ressources	211 773,94€	100,00 %



Décomposition des actions de formation par finalité

Finalités des actions	Volume financier	
	Montant €	%
Diplômantes	149 777,94 €	70,73 %
Perfectionnement professionnel et qualifiant	61 996,00 €	29,27%
Insertion sociale		
Total	211 773,94 €	100,00 %



Conventions de ressources publiques affectées

Convention	Montant initial	Suivi d'exécution		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice



Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 337		
TOTAL	2 337		
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	3 325 19 046		4 676
TOTAL	22 371		4 676
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières	50 000 16 060		
TOTAL	66 060		
TOTAL GÉNÉRAL	90 768		4 676

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival. Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
	Virement	Cession		
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles			2 337	
TOTAL			2 337	
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencts et aménagt. const. Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencts et aménagt. divers - De transport Matériel : - De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés			3 325 23 722	
TOTAL			27 047	
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières			50 000 16 060	
TOTAL			66 060	
TOTAL GÉNÉRAL			95 444	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 337			2 337
TOTAL	2 337			2 337
Terrains				
Constructions - Sur sol propre				
: - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	3 198	127		3 325
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	18 618	669		19 287
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	21 816	796		22 611
TOTAL GÉNÉRAL	24 152	796		24 948

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES				REPRISES NON VENTILÉES		TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				



Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges	30 000			30 000
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	30 330	11 803		42 133
TOTAL II	60 330	11 803		72 133



Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	60 330	11 803		72 133
- D'exploitation				
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles		11 803		

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	16 060		16 060
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	155 078	155 078	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	1 239	1 239	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	15 530	15 530	
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	12 177	12 177	
Charges constatées d'avance	519	519	
TOTAL	200 603	184 542	16 060

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 296	12 296		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	16 091	16 091		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	60 356	60 356		
Impôts sur les bénéfices	290	290		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 788	5 788		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées	298	298		
Autres dettes	6 638	6 638		
Produits constatés d'avance	19 280	19 280		
TOTAL	121 037	121 037		



Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation - Financiers - Exceptionnels	19 280	25 530
TOTAL		19 280	25 530

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation - Financières - Exceptionnelles	519	1 311
TOTAL		519	1 311



Détail du résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel	Solde		Variation	
	31/12/2023	31/12/2022	Montant	%
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	59 611.91	33 311.98	26 299.93	78.95
77100000 Produits exceptionnels sur opérations de gestion	36 789.31	33 311.98	3 477.33	10.44
77180000 Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	22 822.60		22 822.60	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 199.00	2 125.00	-926.00	-43.58
78750000 Reprise provision IDR		2 125.00	-2 125.00	-100.00
79700000 Transferts de charges exceptionnelles	1 199.00		1 199.00	-
TOTAL DES PRODUITS	60 810.91	35 436.98	25 373.93	71.60
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 326.36	1 523.93	4 802.43	315.09
67120000 Pénalités et amendes fiscales ou pénales	196.16		196.16	-
67180000 Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 130.20		6 130.20	-
67200000 Charges sur exercices antérieurs (à reclasser)		1 523.93	-1 523.93	-100.00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortis., dépréciations et prov.	11 803.00		11 803.00	-
68750000 Dotations aux provisions IDR	11 803.00		11 803.00	-
TOTAL DES CHARGES	18 129.36	1 523.93	16 605.43	1 089.65
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	42 681.55	33 913.05	8 768.50	25.86



Détail du résultat exceptionnel

Compte de résultat exceptionnel	Solde		Imputation
	31/12/2023	31/12/2022	
Produits exceptionnels			
Reprise abandon de créance ABIS	36 789	33 312	Exploitation
Régularisation estimations FAE et PCA des exer	20 736		Exploitation
Intérêts moratoires	83		Exploitation
Produits sur exercices antérieurs	2 003		Exploitation
TOTAL DES PRODUITS	59 611.91	33 311.98	
Charges exceptionnelles			
Pénalités et amendes fiscales	196		Exploitation
Charges sur exercices antérieurs	6 130	1 524	Exploitation
TOTAL DES CHARGES	6 326.36	1 523.93	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	42 681.55	33 913.05	



Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation		103 950	2 000			105 950
Subventions d'investissement						
TOTAL		103 950	2 000			105 950



Commission Départementale Nord : 1 500 euros
 DRAC Grand Est : 1 950 euros
 DRAC Hauts-de-France : 5 000 euros
 Ministère de la Culture : 80 000 euros
 Préfecture de la Guadeloupe : 3 000 euros
 Préfecture de la Guyane : 7 000 euros
 Préfecture de la Martinique : 7 000 euros
 Région Bouches du Rhône : 500 euros

Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds corresponda à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Ministère de la Recherche	5 000					5 000	
TOTAL	5 000					5 000	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	5 000					5 000	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
 (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variations des fonds reportés



	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	495 687				495 687
- dont réserves des activités sociales et médico sociales					
Report à nouveau	-59 006	209 665			150 659
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales					
Excédent ou déficit de l'exercice	209 665	-209 665	47 559		45 583
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales					
Situation nette	646 346		47 559		691 929
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	646 346		47 559		691 929

Commentaires : néant

